

Gelet op de wettèn op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het geboden is een coherent sociaal huisvestingsbeleid inzake inkomensgrens te voeren en dat de voor de hypothecaire leningen van het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » toegepaste rentevoeten bijgevolg verminderd moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit:

Artikel 1. Artikel 9, § 1, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 mei 1993 betreffende de aanwending van de uit het Fonds B2 voortkomende kapitalen door het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. a) Voor leners met drie kinderen ten laste en van wie de inkomsten gelijk zijn aan of minder bedragen dan F 825 000, is de nettorentevoet op 4 % per jaar vastgesteld;

b) Voor leners met drie kinderen ten laste en van wie de inkomsten tussen F 825 001 en F 925 000 bedragen, is de nettorentevoet op 4,5 % per jaar vastgesteld;

c) Voor leners met drie kinderen ten laste en van wie de inkomsten tussen F 925 001 en F 1 025 000 bedragen, is de nettorentevoet op 5 % per jaar vastgesteld;

d) Voor leners met drie kinderen ten laste en van wie de inkomsten tussen F 1 025 001 en F 1 125 000 bedragen, is de nettorentevoet op 5,75 % per jaar vastgesteld;

e) Voor leners met drie kinderen ten laste en van wie de inkomsten tussen F 1 125 001 en F 1 225 000 bedragen, is de nettorentevoet op 6,5 % per jaar vastgesteld;

f) Voor leners met drie kinderen ten laste en van wie de inkomsten tussen F 1 225 001 en F 1 325 000 bedragen, is de nettorentevoet op 7 % per jaar vastgesteld. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1994.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheden Huisvesting behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 1 september 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

F. 94 — 2884

[C — 27599]

6 OCTOBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 7 du décret du Conseil régional wallon du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, notamment l'article 7;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'avis de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'agit d'informer sans délai les employeurs des nouvelles modalités d'octroi de travailleurs à services rémunérés;

Sur la proposition du Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Services d'aides ménagères à tarif social

Article 1er. Les employeurs visés à l'article 3 du décret du Conseil régional wallon du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand peuvent mettre des aides ménagères à la disposition de personnes défavorisées dont la situation requiert une aide à leur domicile, dénommées ci-après tiers utilisateurs, à condition qu'il s'agisse d'aides ménagères destinées à compléter les prestations fournies par un service agréé d'aide aux familles et/ou aux personnes âgées. Les modalités de cette collaboration sont établies par convention écrite.

On entend par personnes défavorisées dont la situation requiert une aide à leur domicile, les personnes auxquelles une contribution horaire ne dépassant pas 200 francs est ou serait demandée en contrepartie de services rendus par une aide familiale ou une aide senior de ces mêmes services agréés.

Art. 2. Les aides ménagères ne peuvent accomplir les activités pour lesquelles des subventions sont prévues en cas d'occupation d'aides familiales ou d'aides seniors.

Art. 3. Chaque tiers utilisateur ne peut bénéficier simultanément des services de plusieurs aides ménagères.

La durée des prestations fournies à chaque tiers utilisateur ne peut excéder deux journées complètes de travail par semaine.

Art. 4. Le montant horaire de rétribution est identique au montant prévu, dans un cas semblable, par la réglementation relative à l'aide aux familles et aux personnes âgées.

Art. 5. La Région prend en charge la rémunération des aides ménagères prévue à l'article 6, § 1er, du décret du 31 mai 1990 et les cotisations sociales prévues à l'article 6, § 2, du même décret, après déduction d'un montant égal à 7,5 %.

CHAPITRE II. — *Services d'aides ménagères*

Art. 6. Les employeurs visés à l'article 3 du décret du 31 mai 1990 précité peuvent mettre, à des fins privées, des aides ménagères à la disposition de personnes physiques dénommées ci-après, tiers utilisateurs.

Art. 7. Les aides ménagères ne peuvent accomplir les activités pour lesquelles des subventions sont prévues en cas d'occupation d'aides familiales ou d'aides seniors.

Art. 8. Chaque tiers utilisateur ne peut bénéficier simultanément des services de plusieurs aides ménagères. La durée des prestations fournies à chaque tiers utilisateur ne peut excéder deux journées complètes de travail par semaine.

Art. 9. Le montant horaire de rétribution est au minimum identique au montant prévu, dans un cas semblable, par la réglementation relative à l'aide aux familles et aux personnes âgées.

Art. 10. La Région prend en charge la rémunération des aides ménagères prévue à l'article 6, § 1er, du décret du 31 mai 1990 et les cotisations sociales prévues à l'article 6, § 2, du même décret, après déduction d'un montant égal à 25 %.

CHAPITRE III. — *Services de dépannage à domicile*

Art. 11. Les employeurs visés à l'article 3 du décret du 31 mai 1990 précité peuvent mettre des manoeuvres à la disposition de personnes défavorisées dont la situation requiert une aide à leur domicile, dénommées ci-après, tiers utilisateurs.

On entend par personnes défavorisées dont la situation requiert une aide à leur domicile, les personnes auxquelles une contribution horaire ne dépassant pas 200 francs est ou serait demandé en contrepartie de services rendus par une aide familiale ou une aide senior.

Art. 12. Les manoeuvres ne peuvent effectuer que des travaux de minime importance. Ils utilisent le petit matériel qui est fourni en bon état par le tiers utilisateur.

Art. 13. Chaque tiers utilisateur ne peut bénéficier simultanément des services de plus de deux manoeuvres.

En aucun cas, la durée des prestations fournies à chaque tiers utilisateur ne peut excéder, par travailleur, sept journées complètes de travail par trimestre.

Art. 14. La Région prend en charge la rémunération des manoeuvres prévue à l'article 6, § 1er, du décret du 31 mai 1990 précité et les cotisations sociales prévues à l'article 6, § 2, du même décret, après déduction d'un montant égal à 10 %.

CHAPITRE IV. — *Services de garde d'enfants malades à domicile*

Art. 15. Les employeurs visés à l'article 3 du décret du 31 mai 1990 précité, à l'exception de ceux qui dépendent d'une école, peuvent mettre des puéricultrices à la disposition des parents, des tuteurs ou des autres personnes physiques qui ont la garde des enfants.

Les employeurs doivent assurer simultanément le fonctionnement d'une halte-garderie, d'une crèche ou d'une maison d'enfant agréée ou d'une maison communale d'accueil de l'enfance.

Art. 16. Les puéricultrices gardent, au domicile, les enfants malades âgés de moins de treize ans, pendant une période égale à celle couverte par le certificat médical à compter du lendemain du jour auquel est établi ledit certificat interdisant à l'enfant malade de sortir et ce, pendant un maximum de dix jours consécutifs.

Art. 17. A défaut d'enfants malades à garder à leur domicile, les puéricultrices peuvent, en priorité, garder des enfants légèrement souffrants dans un local isolé et accessoirement être occupées au sein de la halte-garderie, de la crèche ou de la maison d'enfants agréée, de la maison communale d'accueil de l'enfance dont les employeurs assurent le fonctionnement.

Art. 18. Le montant horaire de rétribution est au minimum identique au montant prévu pour l'activité principale.

Art. 19. La Région prend en charge la rémunération des puéricultrices prévue à l'article 6, § 1er, du décret du 31 mai 1990 précité et les cotisations sociales prévues à l'article 6, § 2, du même décret, après déduction d'un montant égal à 12 %.

Art. 20. Les services doivent régulièrement informer les usagers potentiels de leur existence, des tarifs pratiqués ainsi que des heures d'accès.

CHAPITRE V. — *Services d'accueil de la petite enfance*

Art. 21. Les employeurs visés à l'article 3 du décret du 31 mai 1990 précité, à l'exception de ceux qui dépendent d'une école, peuvent, dans des locaux spécialement affectés à cette fin, faire assurer par des puéricultrices la garde d'enfants qui leur sont confiés par leurs parents, leurs tuteurs ou d'autres personnes physiques qui en ont la garde.

Art. 22. Les puéricultrices gardent les enfants âgés de moins de sept ans qui leur sont confiés pendant une journée maximum.

Chaque enfant ne peut être gardé plus de dix journées complètes par mois.

Art. 23. A défaut d'activité d'accueil, les puéricultrices peuvent accomplir les activités de garde d'enfants malades à domicile visées au chapitre IV.

Art. 24. Le montant de rétribution est réclamé aux parents conformément à la réglementation ONE relative au même type de structure.

Art. 25. La Région prend en charge la rémunération des puéricultrices prévue à l'article 6, § 1er, du décret du 31 mai 1990 précité et les cotisations sociales prévues à l'article 6, § 2, du même décret, après déduction d'un montant égal à 12 %.

CHAPITRE VI. — *Maisons d'enfants*

Art. 26. A l'exception de ceux qui dépendent d'une école, les employeurs visés à l'article 3 du décret du 31 mai 1990 précité qui organisent des maisons d'enfants agréées conformément à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 janvier 1988 fixant les conditions auxquelles doivent répondre les gardiens et les gardiennes d'enfants à domicile, ainsi que les modalités de la surveillance médicale de ces enfants, peuvent occuper des puéricultrices pour garder les enfants qui leur sont confiés par leurs parents, leurs tuteurs ou d'autres personnes physiques qui en ont la garde.

Art. 27. Une puéricultrice peut être occupée par tranche de sept enfants pour lesquels la maison d'enfants a reçu l'agrément.

Art. 28. Le montant de rétribution est réclamé aux parents conformément à la réglementation ONE relative au même type de structure.

Art. 29. La Région prend en charge la rémunération des puéricultrices prévue à l'article 6, § 1er, du décret du 31 mai 1990 précité et les cotisations sociales prévues à l'article 6, § 2, du même décret, après déduction d'un montant égal à 12 %.

CHAPITRE VII. — Centres de post-accouchement

Art. 30. Les employeurs visés à l'article 3 du décret du 31 mai 1990 précité, peuvent mettre des puéricultrices à la disposition des femmes qui viennent d'accoucher, dénommées ci-après, tiers utilisateurs. Les activités s'accomplissent au domicile des tiers utilisateurs au cours d'une période qui ne peut dépasser deux mois calendriers à compter de la date de sortie de l'hôpital après l'accouchement ou de la date de l'accouchement.

Art. 31. Chaque tiers utilisateur ne peut bénéficier simultanément des services de plusieurs puéricultrices.

Art. 32. Les puéricultrices ne peuvent accomplir les activités pour lesquelles des subventions sont prévues en cas d'occupation d'aides familiales ou d'aides seniors.

Art. 33. Le montant horaire de rétribution est identique au montant prévu, dans un cas semblable, par la réglementation relative à l'aide aux familles et aux personnes âgées.

Art. 34. La Région prend en charge la rémunération des puéricultrices prévue à l'article 6, § 1er, du décret du 31 mai 1990 précité et les cotisations sociales prévues à l'article 6, § 2, du même décret, après déduction d'un montant égal à 12 %.

CHAPITRE VIII. — Services d'accueil et d'animation dans les maisons de repos et de soins et les maisons de repos

Art. 35. Les maisons de repos et de soins et les maisons de repos pour personnes âgées constituées en associations sans but lucratif, sauf celles dans la création ou la direction desquelles le pouvoir public est prépondérant, et agréées par l'INAMI, peuvent mettre des animateurs, du personnel d'entretien et du personnel auxiliaire de soins à la disposition des personnes qu'elles hébergent.

Les animateurs ne peuvent accomplir les activités donnant lieu à une intervention de l'assurance maladie-invalidité.

Ils réalisent des activités d'accueil, d'animation et des projets de vie de nature à améliorer la qualité de l'hébergement.

Art. 36. Les employeurs visés à l'article 3 du décret du 31 mai 1990 précité doivent pour bénéficier de la subvention de la Région visée à l'article 6, §§ 1er et 2, du décret du 31 mai 1990 précité, en ce qui concerne uniquement les animateurs et le personnel auxiliaire de soins, assurer une des formations qualifiantes visées à l'article 1er, § 4, de l'arrêté ministériel du 19 mai 1992, modifié par l'arrêté ministériel du 30 mars 1993 fixant l'intervention visée à l'article 25, § 9, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire, contre la maladie et l'invalidité pour les prestations visées à l'article 23, 13^o, de la même loi.

Les formations doivent être suivies par un nombre de membres de leur personnel égal au nombre de travailleurs pour lesquels ils bénéficient de l'intervention susvisée et prioritairement par ceux-ci.

Lorsqu'elles sont suivies par des travailleurs engagés à temps partiel, elles doivent, pour une part proportionnelle à la durée hebdomadaire ou mensuelle de leurs prestations, se dérouler pendant leurs heures de travail.

Art. 37. La Région prend en charge la rémunération des animateurs, du personnel d'entretien et auxiliaire de soins prévue à l'article 6, § 1er, du décret du 31 mai 1990 précité et les cotisations sociales prévues à l'article 6, § 2, du même décret, après déduction respectivement de montants égaux à 15 %, 15 % et 20 %.

Art. 38. Les employeurs visés à l'article 3 du décret du 31 mai 1990 précité ne peuvent bénéficier simultanément de l'intervention de la Région prévue à l'article précédent et de celle prévue à l'article 4 du décret du 31 mai 1990 précité.

CHAPITRE IX. — Services de gardes-malades

Art. 39. Les employeurs visés à l'article 3 du décret du 31 mai 1990 précité, peuvent mettre des gardes-malades soit à la disposition de personnes physiques ayant, à leur domicile, des malades faisant partie de leur famille, soit à la disposition des malades eux-mêmes, à condition qu'il s'agisse de gardes-malades destinés à compléter les prestations fournies par un service agréé de soins à domicile. Les modalités de cette collaboration sont établies par convention écrite.

Art. 40. Les gardes-malades ne peuvent accomplir ni les activités pour lesquelles des subventions sont prévues en cas d'occupation d'aides familiales ou d'aides seniors, ni les activités donnant lieu à une intervention de l'assurance maladie-invalidité.

Les gardes-malades ne peuvent s'occuper que de malades faisant l'objet d'un certificat médical.

Art. 41. Le bénéfice des services des gardes-malades ne peut être cumulé au bénéfice des services de garde d'enfants malades à domicile visés au chapitre IV.

Art. 42. La Région prend en charge la rémunération des gardes-malades prévue à l'article 6, § 1er, du décret du 31 mai 1990 précité et les cotisations sociales prévues à l'article 6, § 2, du même décret, après déduction d'un montant égal à 15 %.

CHAPITRE X. — Disposition commune

Art. 43. Pour chaque service visé aux chapitres précédents, les employeurs établissent un journalier dont le modèle est établi par la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne, reprenant les heures prestées, les bénéficiaires des services rendus et les lieux d'exécution. Les montants des rétributions sont précisés pour les services visés aux chapitres I, II, III, IV, VII. Les inspecteurs de la Région wallonne peuvent librement prendre connaissance de ces journaliers et en obtenir copie.

CHAPITRE XI. — Dispositions finales

Art. 44. Les dispositions suivantes sont abrogées:

1^o l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 juin 1990 portant exécution de l'article 7 du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand;

2^o l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 décembre 1990 modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 juin 1990 portant exécution de l'article 7 du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand.

Art. 45. Le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1994.

Art. 46. Le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 octobre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des PME, du Tourisme et des Relations extérieures,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique,
de l'Emploi et de la Formation professionnelle,
A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

D. 94 — 2884

[C — 27599]

6. OKTOBER 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Durchführung von Artikel 7 des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor, insbesondere des Artikels 7;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989.

Aufgrund des Gutachtens des « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Arbeitgeber so schnell wie möglich über die neuen Bestimmungen im Bereich der Zurverfügungstellung von Arbeitern für entgeltliche Dienste in Kenntnis zu setzen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung,

Beschließt die Wallonische Regierung:

KAPITEL I. — Haushaltshilfe zum Sozialtarif

Artikel 1. Die in Artikel 3 des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor genannten Arbeitgeber sind berechtigt, Haushaltshilfen zur Verfügung von wenig bemittelten Personen zu stellen, deren Lage eine Hilfestellung zu Hause rechtfertigt, nachstehend Drittbenutzer genannt, unter der Bedingung, daß es sich um Haushaltshilfen handelt, deren Aufgabe darin besteht, die Leistungen einer anerkannten Hilfedienststelle für Familien und/oder Senioren zu ergänzen. Die Durchführungsbestimmungen dieser Zusammenarbeit werden durch ein schriftliches Abkommen geregelt.

Als wenig bemittelte Personen, deren Lage eine Hilfestellung zu Hause rechtfertigt, gelten Personen, von denen ein Stundenbeitrag, der BEF 200 nicht übersteigt, gefordert wird oder gefordert würde als Gegenleistung geleisteter Dienste einer Familienhelferin oder einer Altenpflegehelferin der genannten anerkannten Dienststellen.

Art. 2. Die Haushaltshelferinnen sind nicht berechtigt, Tätigkeiten nachzugehen, für die Subventionen bei der Beschäftigung von Familienhelferinnen oder Altenpflegehelferinnen vorgesehen sind.

Art. 3. Der Drittbenutzer ist nicht berechtigt, gleichzeitig die Dienste mehrerer Haushaltshelferinnen in Anspruch zu nehmen.

Die Dauer der Leistungen, die für einen Drittbenutzer erbracht werden, darf zwei volle Arbeitstage wöchentlich nicht überschreiten.

Art. 4. Der Stundenlohn entspricht dem Betrag, der für einen vergleichbaren Fall durch die Regelung über die Hilfestellungen für Familien und Senioren vorgesehen wird.

Art. 5. Die Region übernimmt zu ihren Lasten die in Artikel 6, § 1 des Dekrets vom 31. Mai 1990 vorgesehene Entlohnung der Haushaltshilfen sowie die in Artikel 6, § 2 des gleichen Dekrets vorgesehenen Sozialversicherungsbeiträge, abzüglich einer Summe, die 7,5 % entspricht.

KAPITEL II. — Haushaltshilfe

Art. 6. Die in Artikel 3 des vorgenannten Dekrets vom 31. Mai 1990 genannten Arbeitgeber sind berechtigt, zu privaten Zwecken Haushaltshilfen zur Verfügung von natürlichen Personen zu stellen, nachstehend Drittbenutzer genannt.

Art. 7. Die Haushaltshelferinnen sind nicht berechtigt, Tätigkeiten nachzugehen, für die Subventionen bei der Beschäftigung von Familienhelferinnen oder Altenpflegehelferinnen vorgesehen sind.

Art. 8. Der Drittbenutzer ist nicht berechtigt, gleichzeitig die Dienste mehrerer Haushaltshelferinnen in Anspruch zu nehmen.

Die Dauer der Leistungen, die für einen Drittbenutzer erbracht werden, darf zwei volle Arbeitstage wöchentlich nicht überschreiten.

Art. 9. Der Stundenlohn entspricht dem Betrag, der für einen vergleichbaren Fall durch die Regelung über die Hilfestellungen für Familien und Senioren vorgesehen wird.

Art. 10. Die Region übernimmt zu ihren Lasten die in Artikel 6, § 1 des Dekrets vom 31. Mai 1990 vorgesehene Entlohnung der Haushaltshilfen sowie die in Artikel 6, § 2 des gleichen Dekrets vorgesehenen Sozialversicherungsbeiträge, abzüglich einer Summe, die 25 % entspricht.

KAPITEL III. — *Aushilfe zu Hause*

Art. 11. Die in Artikel 3 des vorgenannten Dekrets vom 31. Mai 1990 genannten Arbeitgeber sind berechtigt, Hilfsarbeiter zur Verfügung von wenig bemittelten Personen zu stellen, deren Lage eine Hilfestellung zu Hause rechtfertigt, nachstehend Drittbenuzter genannt.

Als wenig bemittelte Personen, deren Lage eine Hilfestellung zu Hause rechtfertigt, gelten Personen, von denen ein Stundenbeitrag, der BEF 200 nicht übersteigt, gefordert wird oder gefordert würde, als Gegenleistung für geleistete Dienste einer Familienhelferin oder einer Altenpflegehelferin.

Art. 12. Die Hilfsarbeiter sind nur berechtigt, Arbeiten von geringer Bedeutung auszuführen. Sie benutzen eine Grundeustattung und gängige Werkzeuge, die der Drittbenuzter ihnen in gutem Zustand zur Verfügung stellt.

Art. 13. Der Drittbenuzter ist nicht berechtigt, gleichzeitig die Dienste von mehr als zwei Hilfsarbeitern in Anspruch zu nehmen.

Die Dauer der Leistungen, die für einen Drittbenuzter je Arbeiter erbracht werden, darf in keinem Fall sieben volle Arbeitstage je Trimester überschreiten.

Art. 14. Die Region übernimmt zu ihren Lasten die in Artikel 6, § 1 des Dekrets vom 31. Mai 1990 vorgesehene Entlohnung der Hilfsarbeiter sowie die in Artikel 6, § 2 des gleichen Dekrets vorgesehenen Sozialversicherungsbeiträge, abzüglich einer Summe, die 10 % entspricht.

KAPITEL IV. — *Betreuung kranker Kinder zu Hause*

Art. 15. Die in Artikel 3 des vorgenannten Dekrets vom 31. Mai 1990 genannten Arbeitgeber — mit Ausnahme jener, die von einer Schule abhängen — sind berechtigt, Kinderpflegerinnen zur Verfügung der Eltern, Vormunde oder aller anderen natürlichen Personen zu stellen, die das Sorgerecht haben.

Die Arbeitgeber sind verpflichtet, gleichzeitig den Betrieb einer Kinderaufnahmestelle, einer Kinderkrippe oder eines anerkannten Kinderhauses oder eines Gemeindegemeindekinders zu gewährleisten.

Art. 16. Die Kinderpflegerinnen betreiben zu Hause kranke Kinder unter 13 Jahren während einer Dauer, die der entspricht, für die eine ärztliche Bescheinigung ausgestellt wurde und zwar ab dem Tag nach dem Ausstellungstag dieser Bescheinigung, durch die dem kranken Kind untersagt wird, das Haus zu verlassen, und dies während maximal zehn aufeinanderfolgenden Tagen.

Art. 17. Wenn keine kranken Kinder an deren Wohnsitz zu betreiben sind, sind die Kinderpflegerinnen berechtigt, vorrangig leicht erkrankte Kinder in einem getrennten Raum zu betreiben und nebensächlich in der Kinderaufnahmestelle, der Kinderkrippe, dem anerkannten Kinderhaus oder dem Gemeindegemeindekinders, deren Betrieb von den Arbeitgebern gewährleistet wird, beschäftigt zu werden.

Art. 18. Der Stundenlohn entspricht wenigstens dem für eine Hauptbeschäftigung vorgesehenen Betrag.

Art. 19. Die Region übernimmt zu ihren Lasten die in Artikel 6, § 1 des Dekrets vom 31. Mai 1990 vorgesehene Entlohnung der Kinderpflegerinnen sowie die in Artikel 6, § 2 des gleichen Dekrets vorgesehenen Sozialversicherungsbeiträge, abzüglich einer Summe, die 12 % entspricht.

Art. 20. Diese Dienststellen sind verpflichtet, ihre potentiellen Benutzer regelmäßig über ihre Existenz, die praktizierten Tarife und die Öffnungszeiten zu informieren.

KAPITEL V. — *Kleinkinderaufnahme*

Art. 21. Die in Artikel 3 des vorgenannten Dekrets vom 31. Mai 1990 genannten Arbeitgeber — mit Ausnahme jener, die von einer Schule abhängen — sind berechtigt, in besonders zu diesem Zweck vorgesehenen Räumlichkeiten durch Kinderpflegerinnen die Betreuung von Kindern, die ihnen von den Eltern, Vormunden oder allen anderen natürlichen Personen, die das Sorgerecht haben, anvertraut werden, durchzuführen.

Art. 22. Die Kinderpflegerinnen beaufsichtigen Kinder unter 7 Jahren während einer maximalen Dauer von einem Tag.

Ein Kind darf nicht länger als zehn volle Tag pro Monat betreut werden.

Art. 23. Wenn keine Aufgaben im Bereich der Aufnahme vorhanden sind, sind die Kinderpflegerinnen berechtigt, die in Kapitel IV genannten Tätigkeiten im Bereich der Betreuung von kranken Kindern zu Hause auszuführen.

Art. 24. Der Betrag der Entlohnung wird gemäß der « ONE »-Bestimmungen bezüglich vergleichbarer Strukturen, von den Eltern gefordert.

Art. 25. Die Region übernimmt zu ihren Lasten die in Artikel 6, § 1 des Dekrets vom 31. Mai 1990 vorgesehene Entlohnung der Kinderpflegerinnen sowie die in Artikel 6, § 2 des gleichen Dekrets vorgesehenen Sozialversicherungsbeiträge, abzüglich einer Summe, die 12 % entspricht.

KAPITEL VI. — *Kinderhäuser*

Art. 26. Mit Ausnahme jener, die von einer Schule abhängen, sind die in Artikel 3 des vorgenannten Dekrets vom 31. Mai 1990 genannten Arbeitgeber, die für die Organisation von gemäß dem Erlaß der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 29. Januar 1988 zur Festlegung der Bedingungen, die die Kinderaufseher und -Aufseherinnen vor Ort erfüllen müssen sowie der Bedingungen der medizinischen Überwachung dieser Kinder anerkannten Kinderheime verantwortlich sind, berechtigt, Kinderpflegerinnen zu beschäftigen, um die Kinder der Eltern, Vormunde oder aller anderen natürlichen Personen zu stellen, die das Sorgerecht haben, zu betreiben.

Art. 27. Pro Gruppe von sieben Kindern, für die das Kinderhaus eine Zulassung erhalten hat, darf jeweils eine Kleinkindpflegerin beschäftigt werden.

Art. 28. Der Betrag der Entlohnung wird gemäß der « ONE »-Bestimmungen des bezüglich vergleichbarer Strukturen von den Eltern gefordert.

Art. 29. Die Region übernimmt zu ihren Lasten die in Artikel 6, § 1 des Dekrets vom 31. Mai 1990 vorgesehene Entlohnung der Kinderpflegerinnen sowie die in Artikel 6, § 2 des gleichen Dekrets vorgesehenen Sozialversicherungsbeiträge, abzüglich einer Summe, die 12 % entspricht.

KAPITEL VII. — *Postnatale Zentren*

Art. 30. Die in Artikel 3 des vorgenannten Dekrets vom 31. Mai 1990 genannten Arbeitgeber sind berechtigt, Säuglingspflegerinnen zur Verfügung der Frauen zu stellen, die ein Kind zur Welt gebracht haben, nachstehend Drittbenuzter genannt. Die Tätigkeiten werden am Wohnsitz der Drittbenuzter durchgeführt und zwar während einer Dauer, die zwei Kalendermonate ab dem Datum der Entlassung aus dem Krankenhaus nach der Entbindung oder ab dem Datum der Entbindung nicht überschreiten darf.

Art. 31. Ein Drittbenuzter ist nicht berechtigt, gleichzeitig die Dienste mehrerer Säuglingspflegerinnen in Anspruch zu nehmen.

Art. 32. Die Säuglingspflegerinnen sind nicht berechtigt, Tätigkeiten nachzugehen, für die Subventionen im Falle der Beschäftigung von Familienhelferinnen oder Altenpflegehelferinnen vorgesehen sind.

Art. 33. Der Stundenlohn entspricht dem Betrag, der für einen vergleichbaren Fall durch die Regelung über die Hilfestellungen für Familien und Senioren vorgesehen wird.

Art. 34. Die Region übernimmt zu ihren Lasten die in Artikel 6, § 1 des Dekrets vom 31. Mai 1990 vorgesehene Entlohnung der Säuglingspflegerinnen sowie die in Artikel 6, § 2 des gleichen Dekrets vorgesehenen Sozialversicherungsbeiträge, abzüglich einer Summe, die 12 % entspricht.

KAPITEL VIII. — *Betreuung und Animation in den Ruhe- und Pflegeheimen, und in den Ruheheimen*

Art. 35. Die als Vereinigungen ohne Erwerbszweck gegründeten Ruhe- und Pflegeheime und Ruheheime für Senioren, mit Ausnahme jener, bei deren Gründung oder Leitung die öffentlichen Behörden eine vorrangige Stellung innehaben, und die durch das NIKIV anerkannt worden sind, sind berechtigt, Animatoren, Raumwartungspersonal und Hilfsflegerpersonal zur Verfügung der Personen, die sie beherbergen, zu stellen.

Die Animatoren sind nicht berechtigt, Tätigkeiten auszuführen, die Gegenstand einer finanziellen Beteiligung der Kranken- und Invaliditätsversicherung sind. Sie führen Tätigkeiten im Bereich der Betreuung und der Animation sowie Projekte durch, die darauf abzielen, die Lebensqualität der beherbergten Personen zu verbessern.

Art. 36. Um in den Genuß der in Artikel 6, §§ 1 und 2 des vorgenannten Dekrets vom 31. Mai 1990 angeführten Subvention zu gelangen, sind die in Artikel 3 des vorgenannten Dekrets vom 31. Mai 1990 genannten Arbeitgeber verpflichtet, ausschließlich im Bezug auf die Animatoren und das Hilfspflegerpersonal, einen der Qualifikationslehrgänge zu organisieren, wie gemeint in Artikel 1, § 4 des Ministerialerlasses vom 19. Mai 1992, abgeändert durch den Ministerialerlaß vom 30. März 1993 zur Festlegung der in Artikel 25, § 9 des Gesetzes vom 9. August 1963 zur Schaffung und Organisation eines Krankheit- und Invaliditäts- Pflichtversicherungssystems für die in Artikel 23, 13^o des genannten Gesetzes angeführten Leistungen.

Diese Lehrgänge müssen durch eine Anzahl ihrer Personalmitglieder belegt werden, die der Zahl der Arbeiter entspricht, für die sie die obengenannte Beteiligung erhalten. Vor allem diese oben angeführten Personalmitglieder müssen diese Lehrgänge belegen.

Wenn diese Lehrgänge von Teilzeitarbeitern belegt werden, müssen sie zu einem Verhältnisanteil, der der wöchentlichen oder monatlichen Dauer ihrer Leistungen entspricht, während ihrer Arbeitszeit stattfinden.

Art. 37. Die Region übernimmt zu ihren Lasten die in Artikel 6, § 1 des Dekrets vom 31. Mai 1990 vorgesehene Entlohnung der Animatoren, des Raumwartungspersonals und des Hilfspflegerpersonals sowie die in Artikel 6, § 2 des gleichen Dekrets vorgesehenen Sozialversicherungsbeiträge, abzüglich von Summen, die jeweils 15 %, 15 % bzw. 20 % entsprechen.

Art. 38. Die in Artikel 3 des vorgenannten Dekrets vom 31. Mai 1990 genannten Arbeitgeber sind nicht berechtigt, gleichzeitig die im vorangehenden Artikel genannte Beteiligung der Region einerseits und die in Artikel 4 des Dekrets vom 31. Mai 1990 angeführte Beteiligung andererseits zu beziehen.

KAPITEL IX. — *Krankenwärter*

Art. 39. Die in Artikel 3 des vorgenannten Dekrets vom 31. Mai 1990 genannten Arbeitgeber sind berechtigt, Krankenwärter entweder zur Verfügung der natürlichen Personen zu stellen, an deren Wohnsitz sich kranke Familienmitglieder befinden, oder zur Verfügung der Kranken selbst, unter der Bedingung, daß es sich um Krankenwärter handelt, deren Aufgabe darin besteht, die Leistungen eines anerkannten Hauspflegedienstes zu ergänzen. Die Durchführungsbestimmungen dieser Zusammenarbeit werden durch ein schriftliches Abkommen festgelegt.

Art. 40. Die Krankenwärter sind weder berechtigt, Tätigkeiten auszuführen, die Gegenstand einer finanziellen Beteiligung im Falle der Beschäftigung von Familienhelferinnen oder Seniorenhelferinnen sind, noch Tätigkeiten auszuführen, die Gegenstand einer Beteiligung der Kranken- und Invaliditätsversicherung sind.

Die Krankenwärter sind nur berechtigt, jene Kranke zu betreuen, denen ein ärztliches Attest ausgestellt wurde.

Art. 41. Die Nutzung der Dienstleistungen der Krankenwärter darf nicht mit den Dienstleistungen der in Kapitel IV genannten Dienste zur Betreuung kranker Kinder zu Hause kumuliert werden.

Art. 42. Die Region übernimmt zu ihren Lasten die in Artikel 6, § 1 des Dekrets vom 31. Mai 1990 vorgesehene Entlohnung der Krankenwärter sowie die in Artikel 6, § 2 des gleichen Dekrets vorgesehenen Sozialversicherungsbeiträge, abzüglich einer Summe, die 15 % entspricht.

KAPITEL X. — *Allgemeine Bestimmung*

Art. 43. Für jeden in den oben angeführten Kapiteln genannten Dienst führen die Arbeitgeber ein Tagesregister, dessen Modell von der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region festgelegt wird. Dieses Register beinhaltet die abgeleiteten Stunden, die Beziehung der Dienstleistungen und den Ausführungsort. Die Beträge der Entlohnung werden für die in den Kapiteln I, II, III, IV und VII angeführten Dienstleistungen genau angeführt. Die Inspektoren der Wallonischen Region sind berechtigt, diese Register ungehindert einzusehen und Abschriften anzufertigen.

KAPITEL XI. — *Schlußbestimmungen*

Art. 44. Folgende Bestimmungen werden aufgehoben:

1^o der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Juni 1990 zur Ausführung von Artikel 7 des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor;

2^o der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. Dezember 1990 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Juni 1990 zur Ausführung von Artikel 7 des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor.

Art. 45. Der vorliegende Erlaß wird am 1. Oktober 1994 wirksam.

Art. 46. Der Minister, zu dessen Zuständigkeiten die Beschäftigung gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 6. Oktober 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung,
der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung,
A. LIENARD

VERTALING

N. 94 — 2884

[C — 27599]

6 OKTOBER 1994. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 7 van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op het advies van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling) (FOREM);

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het geboden is de werkgevers onverwijld in te lichten over de nieuwe toekenningsvoorwaarden van werknemers met bezoldigde diensten;

Op de voordracht van de Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Diensten van huishoudelijke helpsters tegen sociaal tarief

Artikel 1. De werkgevers bedoeld in artikel 3 van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector kunnen huishoudelijke helpsters ter beschikking stellen van minder begunstigde personen wiens toestand een bijstand thuis noodzakelijk maakt, hierna derde gebruikers genoemd, op voorwaarde dat het huishoudelijke helpsters zijn die de door een erkende dienst voor gezins- en/of bejaardenhulp verrichte prestaties moeten aanvullen. De voorwaarden van deze samenwerking worden bij middel van een schriftelijke overeenkomst vastgesteld.

Onder minder begunstigde personen wiens situatie een bijstand thuis noodzakelijk maakt, wordt verstaan de personen aan wie een uurbijdrage niet hoger dan F 200 wordt of zou worden gevraagd als compensatie voor de diensten verricht door een gezins- of bejaardenhelpster van deze zelfde erkende diensten.

Art. 2. De huishoudelijke helpsters mogen de activiteiten niet verrichten waarvoor toelagen voorzien zijn in geval van indienstneming van gezins- of bejaardenhelpsters.

Art. 3. Iedere derde gebruiker kan niet tegelijk genieten van de diensten van verschillende huishoudelijke helpsters. De duur van de aan iedere derde gebruiker geleverde prestaties mag niet langer zijn dan twee volledige werkdagen per week.

Art. 4. Het uurloonbedrag is hetzelfde als het bedrag voorzien in dergelijke gevallen door de reglementering betreffende de gezins- en bejaardenhulp.

Art. 5. Het Gewest neemt voor haar rekening de in artikel 6, § 1, van het voormeld decreet van 31 mei 1990 voorziene bezoldiging van de huishoudelijke helpsters, alsmede de in artikel 6, § 2, van hetzelfde decreet voorziene sociale bijdragen, na aftrekking van een bedrag gelijk aan 7,5 %.

HOOFDSTUK II. — Diensten van huishoudelijke helpsters

Art. 6. De in artikel 3 van het voormeld decreet van 31 mei 1990 bedoelde werkgevers kunnen, voor private doeleinden, huishoudelijke helpsters ter beschikking stellen van natuurlijke personen, hierna derde gebruikers genoemd.

Art. 7. De huishoudelijke helpsters mogen geen activiteiten uitoefenen waarvoor toelagen voorzien zijn in geval van indienstneming van gezins- of bejaardenhelpsters.

Art. 8. Iedere derde gebruiker kan niet tegelijk genieten van de diensten van verschillende huishoudelijke helpsters. De duur van de aan iedere derde gebruiker geleverde prestaties mag niet langer zijn dan twee volledige werkdagen per week.

Art. 9. Het uurloonbedrag is hetzelfde als het bedrag voorzien in dergelijke gevallen door de reglementering betreffende de gezins- en bejaardenhulp.

Art. 10. Het Gewest neemt voor haar rekening de in artikel 6, § 1, van het voormeld decreet van 31 mei 1990 voorziene bezoldiging van de huishoudelijke helpsters, alsmede de in artikel 6, § 2, van hetzelfde decreet voorziene sociale bijdragen, na aftrekking van een bedrag gelijk aan 25 %.

HOOFDSTUK III. — *Diensten van reparatie aan huis*

Art. 11. De in artikel 3 van het voormeld decreet van 31 mei 1990 bedoelde werkgevers kunnen hulpverleners ter beschikking stellen van minder begunstigde personen wiens toestand een bijstand thuis noodzakelijk maakt, hierna derde gebruikers genoemd.

Onder minder begunstigde personen wiens situatie een bijstand thuis noodzakelijk maakt wordt verstaan de personen aan wie een uurbijslag niet hoger dan F 200 wordt of zou worden gevraagd als compensatie voor de door een gezins- of bejaardenhulpster verrichte diensten.

Art. 12. De hulpverleners mogen enkel kleine werken uitvoeren. Zij gebruiken de door de derde gebruiker tot hun beschikking gesteld klein materieel in goede staat.

Art. 13. Iedere derde gebruiker kan niet tegelijk genieten van de diensten van meer dan twee hulpverleners.

In geen enkel geval mag de duur van de aan iedere derde gebruiker geleverde prestaties langer zijn dan zeven volledige werkdagen per trimester en per werknemer.

Art. 14. Het Gewest neemt voor haar rekening de in artikel 6, § 1, van het voormeld decreet van 31 mei 1990 voorziene bezoldiging van de hulpverleners, alsmede de in artikel 6, § 2, van hetzelfde decreet voorziene sociale bijdragen, na aftrekking van een bedrag gelijk aan 10 %.

HOOFDSTUK IV. — *Oppasdiensten voor zieke kinderen aan huis*

Art. 15. De in artikel 3 van het voormeld decreet van 31 mei 1990 bedoelde werkgevers, met uitzondering van diegenen die van een school afhangen, kunnen kinderverzorgsters ter beschikking stellen van ouders, voogden of van andere natuurlijke personen die kinderen oppassen.

De werkgevers moeten de werking van een kleutercrèche, een kinderdagverblijf of van een erkend kinderdagverblijf verzekeren.

Art. 16. De kinderverzorgsters passen op zieke kinderen niet ouder dan dertien jaar, aan huis, gedurende de periode gedekt bij het medisch attest, vanaf de dag na die van het opmaken van het attest van uitgangsverbod van het zieke kind en voor een periode van maximum tien opeenvolgende dagen.

Art. 17. Indien er geen aan huis op te passen zieke kinderen zijn, kunnen de kinderverzorgsters bij voorrang minder zieke kinderen oppassen in een afzonderlijk lokaal en eventueel dienst doen in de kleutercrèche, het kinderdagverblijf of in het erkende kindertehuis en in de gemeentelijke onthaaldienst voor kinderen waarvan de werkgevers de werking verzekeren.

Art. 18. Het uurloonbedrag is ten minste gelijk aan het bedrag voorzien voor de hoofdtaak.

Art. 19. Het Gewest neemt voor haar rekening de in artikel 6, § 1, van het voormeld decreet van 31 mei 1990 voorziene bezoldiging van de kinderverzorgsters, alsmede de in artikel 6, § 2, van hetzelfde decreet voorziene sociale bijdragen, na aftrekking van een bedrag gelijk aan 12 %.

Art. 20. De diensten moeten regelmatig de potentiële gebruikers inlichtingen over hun bestaan, de toegepaste tarieven alsook over de toegangsuren.

HOOFDSTUK V. — *Onthaaldiensten voor kleine kinderen*

Art. 21. De in artikel 3 van het voormeld decreet van 31 mei 1990 bedoelde werkgevers, met uitzondering van diegenen die van een school afhangen, kunnen, in bijzonder daartoe bestemde lokalen, kinderen door kinderverzorgsters doen oppassen, die hen worden toevertrouwd door hun ouders, voogden of door andere natuurlijke personen die ze oppassen.

Art. 22. De kinderverzorgsters passen op de haar toevertrouwde kinderen van minder dan zeven jaar gedurende maximum één dag.

Ieder kind mag niet langer dan tien volledige dagen per maand opgepast worden.

Art. 23. Indien er geen onthaalactiviteiten zijn, kunnen de kinderverzorgsters de in hoofdstuk IV vermelde oppas van zieke kinderen aan huis doen.

Art. 24. Het uurloonbedrag wordt aan de ouders aangerekend overeenkomstig de reglementering van het « ONE » (NWK) inzake een gelijkaardige structuur.

Art. 25. Het Gewest neemt voor haar rekening de in artikel 6, § 1, van het voormeld decreet van 31 mei 1990 voorziene bezoldiging van de kinderverzorgsters, alsmede de in artikel 6, § 2, van hetzelfde decreet, voorziene sociale bijdrage, na aftrekking van een bedrag gelijk aan 12 %.

HOOFDSTUK VI. — *Kinderhuizen*

Art. 26. Met uitzondering van diegenen die afhangen van een school kunnen de in artikel 3 van het voormeld decreet van 31 mei 1990 bedoelde werkgevers, die erkende kinderkampen inrichten overeenkomstig het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 29 januari 1988 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de onthaalvaders en onthaalmoeders moeten voldoen alsook van de voorwaarden van het medisch toezicht op deze kinderen, kinderverzorgsters in dienst nemen om de kinderen op te passen die hen worden toevertrouwd door hun ouders, voogden of door andere natuurlijke personen die ze oppassen.

Art. 27. Een kinderverzorgster kan in dienst genomen worden per schijf van zeven kinderen voor wie het kinderkamp de erkenning verkregen heeft.

Art. 28. Het uurloonbedrag wordt aan de ouders aangerekend overeenkomstig de reglementering van het « ONE » (NWK) inzake een gelijkaardige structuur.

Art. 29. Het Gewest neemt voor haar rekening de in artikel 6, § 1, van het voormeld decreet van 31 mei 1990 voorziene bezoldiging van de kinderverzorgsters, alsmede de in artikel 6, § 2, van hetzelfde decreet, voorziene sociale bijdrage, na aftrekking van een bedrag gelijk aan 12 %.

HOOFDSTUK VII. — *Postnatale centra*

Art. 30. De in artikel 3 van het voormeld decreet van 31 mei 1990 bedoelde werkgevers kunnen kinderverzorgsters ter beschikking stellen van pas bevallen vrouwen, hierna derde gebruikers genoemd. De activiteiten vinden plaats ten huize van de derde gebruikers tijdens een periode die niet langer mag zijn dan twee kalendermaanden vanaf de datum van het verlaten van het hospitaal na de bevalling of vanaf de datum van de bevalling.

Art. 31. Iedere derde gebruiker mag niet tegelijk genieten van de diensten van meerdere kinderverzorgsters.

Art. 32. De kinderverzorgsters mogen geen activiteiten uitoefenen waarvoor toelagen voorzien zijn in geval van indienstneming van gezins- of bejaardenhulpsters.

Art. 33. Het uurloonbedrag is hetzelfde als het bedrag voorzien in dergelijke gevallen door de reglementering betreffende gezins- en bejaardenhulp.

Art. 34. Het Gewest neemt voor haar rekening de in artikel 6, § 1, van het voormeld decreet van 31 mei 1990 voorziene bezoldiging van de kinderverzorgers, alsmede de in artikel 6, § 2, van hetzelfde decreet voorziene sociale bijdragen, na aftrekking van een bedrag gelijk aan 12 %.

HOOFDSTUK VIII. — *Onthaal- en animatiediensten in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden*

Art. 35. De door het INAMI erkende rust- en onthaalhuizen en de rustoorden opgericht in verenigingen zonder winst oogmerk, behalve die waar de overheid overwegend is in hun oprichting of hun leiding, kunnen animators, onderhoudspersoneel en hulpverzorgingspersoneel ter beschikking stellen van de personen die er verblijven.

De animators mogen geen activiteiten uitoefenen die aanleiding geven tot een tussenkomst van de ziekte- en invaliditeitsverzekering. Zij verrichten onthaal- en animatieactiviteiten, alsook projecten voor beter leven om de kwaliteit van de huisvesting te verbeteren.

Art. 36. Om recht te hebben op de in artikel 6, §§ 1 en 2, van het voormeld decreet van 31 mei 1990 bedoelde toelage van het Gewest en wat betreft alleen de animators en het hulpverzorgingspersoneel, moeten de in artikel 3 van het voormeld decreet van 31 mei 1990 bedoelde werkgevers een van de bekwaamheidsopleidingen verzeeken bedoeld in artikel 1, § 4, van het bij het ministerieel besluit van 30 maart 1993 gewijzigde ministerieel besluit van 19 mei 1992 tot vaststelling van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 25, § 9, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, voor de in artikel 23, 13^o, van dezelfde wet bedoelde verstrekkingen.

De opleidingen moeten gevolg worden door een aantal personeelsleden gelijk aan het aantal werknemers voor wie zij recht hebben op de voormelde tegemoetkoming en bij voorrang door deze.

Wanneer zij gevolgd worden door deeltijds in dienst genomen werknemers moeten zij plaatsvinden tijdens hun werkuren naar rato van de wekelijkse of maandelijks duur van hun prestaties.

Art. 37. Het Gewest neemt voor haar rekening de in artikel 6, § 1, van het voormeld decreet van 31 mei 1990 voorziene bezoldiging van de animators, van het onderhoudspersoneel en van het hulpverzorgingspersoneel, alsmede de in artikel 6, § 2, van hetzelfde decreet voorziene sociale bijdrage, na aftrekking van bedrag respectievelijk gelijk aan 15 %, 15 % en 20 %.

Art. 38. De in artikel 3 van het voormeld decreet van 31 mei 1990 bedoelde werkgevers kunnen niet tegelijk genieten van de in het vorig artikel voorziene tegemoetkoming en van die voorzien in artikel 4 van voormeld decreet van 31 mei 1990.

HOOFDSTUK IX. — *Diensten van ziekenverzorgsters*

Art. 39. De in artikel 3 van het voormeld decreet van 31 mei 1990 bedoelde werkgevers kunnen ziekenverzorgsters ter beschikking stellen hetzij van natuurlijke personen die zieken aan huis hebben die deel uitmaken van hun familie, hetzij van de zieken zelf onder voorwaarde dat deze ziekenverzorgsters de door een erkende dienst van thuisverzorging uitgevoerde verrichting aanvullen. De voorwaarden van deze samenwerking worden bij middel van een schriftelijke overeenkomst vastgesteld.

Art. 40. De ziekenverzorgsters mogen noch activiteiten waarvoor toelagen voorzien zijn in geval van indienstneming van gezins- of bejaardenhulpverleners, noch activiteiten die aanleiding geven tot een tussenkomst van de ziekte- en invaliditeitsverzekering verrichten.

De ziekenverzorgsters mogen zich enkel bezighouden met zieken die een medisch attest hebben.

Art. 41. Het voordeel van de diensten der ziekenverzorgsters mag niet gecumuleerd worden met het voordeel van de in hoofdstuk IV bedoelde oppasdiensten voor zieke kinderen aan huis.

Art. 42. Het Gewest neemt voor haar rekening de in artikel 6, § 1, van het voormeld decreet van 31 mei 1990 voorziene bezoldiging van de ziekenverzorgsters, alsmede de in artikel 6, § 2, van hetzelfde decreet voorziene sociale bijdragen, na aftrekking van een bedrag gelijk aan 15 %.

HOOFDSTUK X. — *Gezamenlijke bepalingen*

Art. 43. Voor iedere dienst vermeld in de vorige hoofdstukken stellen de werkgevers een journaal op waarvan het model vastgesteld is door de Algemene Directie voor Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest en waarin de gepresteerde uren, de rechthebbenden van de verrichte diensten en de uitvoeringsplaatsen worden vermeld. De bedragen van de bezoldigingen worden aangeduid voor de diensten vermeld in hoofdstukken I, II, III, IV, VII. De inspecteurs van het Waalse Gewest kunnen vrij kennis nemen van deze journalen en er een kopie van bekomen.

HOOFDSTUK XI. — *Slotbepalingen*

Art. 44. De volgende bepalingen worden opgeheven :

1^o het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 juni 1990 tot uitvoering van artikel 7 van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector;

2^o het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 december 1990 houdende wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 juni 1990 tot uitvoering van artikel 7 van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector.

Art. 45. Dit besluit wordt van kracht op 1 oktober 1994.

Art. 46. De Minister tot wiens bevoegdheden de Tewerkstelling behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 oktober 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Toerisme en Externe Betrekkingen,

R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek,
Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

A. LIENARD